

# Ouvrir les frontières, est-ce la solution ?

Conférence-débat avec François Gemenne

Organisée par la PSM, à Calais, le 23 novembre 2016

*Compte-rendu par Martine Devries*

Un mois après le « déguerpissement » de la jungle de Calais, non loin de là, la question était posée devant une assemblée de 70 personnes. La réflexion était guidée par François Gemenne<sup>1</sup>, à l'invitation de la PSM<sup>2</sup>, de manière très simple et compréhensible par tout un chacun.

Une remarque, d'abord : vous savez que les frontières sont quasi fermées actuellement ? Cette tendance à la fermeture s'accroît, mais elle a commencé dans les années 80.

Une deuxième remarque : il ne s'agit pas de la disparition des frontières, non, il s'agit de leur ouverture ! Ça veut dire, laisser circuler les gens, dans un sens comme dans l'autre, avec un passeport, sans qu'il y ait besoin de visa. Aussi simple que nous, européens, notre façon de circuler dans l'espace Schengen. Nous avons trouvé ça agréable et pratique, rappelez-vous, quand ça s'est installé, dans les années 90.

Et troisième remarque, une circulation facile des personnes à travers des frontières perméables ne veut pas dire installation libre, ça, c'est une autre question.

Ouvrir (et non supprimer) les frontières est simple. Ça peut se faire progressivement<sup>3</sup>.

## **Pourquoi les ouvrir ?**

François Gemenne a fait preuve d'une pédagogie efficace et a développé des arguments très faciles à comprendre, aidé par une voix posée, forte et convaincante !

---

<sup>1</sup>Enseignant à l'université de Versailles, et à Sciences Po Paris, notamment

<sup>2</sup>[www.psmigrants.org](http://www.psmigrants.org)

<sup>3</sup>En commençant par augmenter les visas humanitaires, pour le moment, seuls 700 visas humanitaires par an en France ! En harmonisant les conditions d'entrée dans les différents pays d'Europe. En supprimant le règlement Dublin<sup>3</sup> qui oblige la personne migrante à demander l'asile non dans le pays de son choix, mais dans le pays où elle entre en Europe pour la 1ère fois.

Il a développé d'abord des arguments rationnels : il y a un afflux de personnes qui arrivent, que faire ? Actuellement, les frontières se ferment de plus en plus, or, c'est inefficace : ça n'empêche pas les gens d'arriver, c'est facile à constater. Ça engendre beaucoup de morts, qu'on pense aux morts en Méditerranée, ou aux morts ici sur la frontière avec la Grande Bretagne. Les études disent 35 000 morts aux frontières de l'Europe depuis 2000. L'Europe est une destination attractive, or elle est devenue la plus dangereuse ! Alors qu'il n'y a pas de guerre.

Si les frontières étaient ouvertes, les exilés viendraient en avion, en payant leur billet, avec un passeport, mais sans visa. Il n'y aurait pas de passages dangereux par mer, et par terre, il n'y aurait pas de filière de passeurs, et grâce aux contrôles qui sont exercés avant tout embarquement en avion, les possibles terroristes seraient empêchés, eux, d'entrer. Le contrôle serait bien plus efficace qu'actuellement. C'est la fermeture des frontières qui crée, de toutes pièces, le chaos qui existe actuellement.

Autre argument rationnel, le point de vue économique : Les économistes ont fait une simulation, si on ouvrait les frontières, le PIB mondial augmenterait de 12,3 % !

Aucun de ces arguments n'est audible en ce moment, nous restons enfermés dans un fantasme de frontières. Or, ces frontières ne sont pas « naturelles », elles n'existent pas depuis la nuit des temps : elles sont nées en 1648, au moment du traité de Westphalie, qui a mis fin à la guerre de 30 ans. C'est à ce moment que, en Europe, on définit des frontières, on établit la « souveraineté nationale » et « chacun chez soi » ! Dans cette logique, les migrations, et les migrants, sont une gêne, une anomalie. Ce qui est « normal », c'est l'immobilité.

Pourtant, on voit bien que des migrants, il continue d'y en avoir ! Alors, on construit des murs. Alors, on fait de « l'aide au développement », pour qu'« ils » restent chez eux. On ne veut pas accepter les migrations comme un fait. Et nos démocraties sont en tension par rapport à cette question. La mondialisation est vécue comme une menace sur notre niveau de vie, notre emploi, nos valeurs. « Nous étions là avant ! ». C'est notre seul argument, et c'est du niveau de cours de récréation... Essayons d'élever le niveau.

Il y a des arguments historiques qui plaident en faveur de l'ouverture : dans la réalité, les frontières qui ont été ouvertes n'ont pas amené d'augmentation du flux migratoire : qu'on pense à la frontière Inde-Népal, l'Inde étant plus développée que le Népal, on pourrait s'attendre à ce

que les népalais « envahissent » l'Inde. Or les népalais restent chez eux, malgré la différence de niveau de vie, et ce sont les indiens, qui viennent s'établir, pour certains, au Népal ! De même, lors de la chute du rideau de fer, on n'a pas vu une déferlante des habitants de l'Est dans l'ouest de l'Europe.

A contrario, le mur construit entre les Etats-Unis et le Mexique n'a absolument pas fait diminuer le nombre de sud-américains entrant aux USA.

Les études faites par les sociologues montrent toutes que l'existence ou non de frontières n'est pas un déterminant de la migration.

Les études faites avec les outils de la prospective montre que, en cas d'ouverture d'une frontière, certes les gens massés derrière entrent en nombre. Mais que ce flux est rapidement compensé par ceux qui, rassurés par cette ouverture, se permettent de retourner de l'autre côté.

Les arguments rationnels ne manquent pas, mais malheureusement, on n'est pas à une époque où la vérité compte. Tout se passe comme si les croyances étaient plus fortes que les raisonnements, ce qui fait que le débat n'est même plus porté sur la place publique : les gens « croient » que c'est la fermeture des frontières qui régule les flux migratoires, et aucun homme ou femme politique n'ose mettre ça en débat. « Ça clive trop », « Ça nous ferait perdre des voix »...

Pourtant nos grandes valeurs : liberté, égalité, fraternité, militent en faveur de l'ouverture des frontières.

L'article 13 de la déclaration des droits de l'homme affirme :

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
  2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.
- Peut-on être plus clair ?

Les frontières fermées, ça induit des personnes sans papier, et ils constituent une main d'œuvre à bon marché, et docile, ce qui fait que les salaires des « nationaux » peuvent être maintenus bas. Ce qui contribue au maintien des inégalités dans le pays.

Des personnes sans papier, dont on ne respecte pas les droits, c'est mettre les étrangers à part, « eux », comme s'ils n'étaient pas comme « nous ». C'est envoyer un signal politique qui permet de les mettre à part, au mépris du principe de la fraternité.

L'ouverture des frontières devient une nécessité, une évidence. Ce n'est ni obscène, ni irréaliste, ni dangereux. C'est possible avec un peu de courage politique.

Certes, ça ne résoudra pas les causes de migration. La première cause, c'est l'inégalité : plus un pays se développe, plus il « envoie » de migrants à l'étranger, parce qu'il faut un certain niveau de vie pour envisager et réaliser un départ à l'étranger. L'ouverture des frontières ne résoudra pas les guerres, les dictatures, le chômage, mais, contrairement à une idée courante, ça ne les aggravera pas.

Trois pour cent de la population mondiale est migrante, et ce pourcentage reste fixe depuis un siècle. Le nombre de migrants augmente parce que la population mondiale augmente. Mais la proportion reste à 3 %.

Et tous les migrants ne viennent pas en Europe ! Il y a des gens du Nord qui migrent vers le Sud : tous les étudiants, les cadres qui vont travailler au Sud : plus de portugais en Angola, que d'angolais au Portugal, de même entre Espagne et Equateur.

Et l'emploi n'est pas un gâteau qui est à partager. Dans une économie « tertiaire » comme la nôtre, plus de 80 % des emplois sont dans le secteur tertiaire : celui des services. Donc, lorsque la population augmente, les emplois augmentent.

Pour conclure, François Gemenne a abordé les « leviers d'action » à notre portée. Il a insisté sur la méconnaissance du sujet dont font preuve les hommes et les femmes politiques : ils ne connaissent pas, ou ne veulent pas connaître les réalités de l'immigration. Ils croient que la population est hostile à l'immigration et cela les bloque. Or ce n'est pas vrai, une partie de la population est ouverte, active en faveur des migrants. Il faut valoriser et faire connaître ces actions. Il faut donner, par tous les moyens une image positive de l'accueil. Et la transmettre aux personnes qui font la politique ici<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup>Notamment par le réseau Twitter, très fréquenté par les hommes et femmes politiques.